

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 50
Excusés : 15
Absents : 7

REUNION DU 12 NOVEMBRE 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité, le caractère
exécutoire du présent acte (conformément à l'article
L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE DIX HUIT, le LUNDI DOUZE NOVEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SIX NOVEMBRE DEUX MILLE DIX HUIT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

<u>ETAIENT</u>	M. AMARI Farid, M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François,
<u>PRESENTS :</u>	Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHABANI Hamid, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COCOZZA Merzouba, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, M. GRAMFORT Mathieu, M. HOPPE Yannick, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, Mme MABCHOUR Najet, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, M. MORIN Sébastien, M. NICOLAS Frédéric, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme SAGNA Fatou, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VAUBAN Maryline, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, M. WATTEZ Robert, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.
<u>EXCUSES</u>	Mme ARAB Dalila, M. ASENSI François, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme COMAYRAS Christine, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. GATIGNON Stéphane, M. MARIOT Claude, Mme MOREIRA Véronique, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. RAMADIER Alain, M. SALINI Stéphane, Mme WANLIN Elsa,
<u>AYANT DONNE</u> <u>POUVOIR A</u>	Mme SAGNA Fatou, M. ARDJOUNE Madani, M. CARRE Julien, M. VAZ Micaël, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, Mme VALLETON Martine, M. WATTEZ Robert, M. CHALLIER Guy, Mme PINHEIRO Amélie, M. MANGIN Anthony, M. GRAMFORT Mathieu,
<u>ABSENTS</u>	Mme AUTAIN Clémentine, M. BARON Stéphane, M. FERREIRA Lino, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme MAROUN Séverine, Mme ROLAND IRI BERRY Nelly, Mme SEGURA Angela,
<u>SECRETAIRE DE</u> <u>SEANCE</u>	Mme Brigitte LEMARCHAND

DELIBERATION N°117 – PERSONNEL – AVANCEMENT DE GRADE ET PROMOTION INTERNE

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Madame Séverine LEVE,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2121-29,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires de la fonction publique territoriale, et notamment son article 49,

Vu les statuts particuliers des cadres d'emplois des différents grades de la fonction publique territoriale, et notamment, les conditions statutaires prévues pour bénéficier d'un avancement de grade,

Vu l'avis du comité technique en date du 6 novembre 2018,

Vu le tableau des postes de l'EPT,

Vu le budget général et les budgets annexes,

Considérant la suppression de la notation et son remplacement par le compte-rendu d'entretien professionnel,

Considérant que l'évolution des carrières des agents fonctionnaires de Paris Terres d'Envol fait l'objet d'un encadrement législatif et réglementaire.

Considérant qu'elle s'exerce également dans le cadre des règles définies par l'EPT pour répondre à ses besoins, prenant notamment en compte ses capacités financières, et qu'elle est soumise à la libre appréciation de l'autorité territoriale, sauf erreur manifeste d'appréciation. Que le fait pour un agent d'être promouvable, et même proposé, n'entraîne pas l'automatisme de sa nomination dans le grade supérieur.

Considérant que l'avancement de grade ou la promotion interne sont des éléments de valorisation du parcours et de l'engagement professionnel et personnel de l'agent et de son apport à l'activité quotidienne de son administration au service des habitants, et qu'il y a lieu d'en tenir compte pour lui permettre de bénéficier desdites évolutions de carrière.

Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181112-117-12-11-2018-
DE
Date de télétransmission : 20/11/2018
Date de réception préfecture : 20/11/2018

- **Décide** que la proposition à l'avancement de carrière ou à la promotion interne sera ouverte pour les agents remplissant les conditions statutaires, sous les réserves cumulatives suivantes :

- 1) Disposer d'une appréciation de la valeur professionnelle du niveau suivant :
 - Agent satisfaisant aux exigences du poste
 - Agent ayant progressé mais devant confirmer les évolutions
- 2) Constater une absence de sanction disciplinaire intervenue depuis au moins trois ans pour une sanction du 1^{er} groupe, cinq ans pour une sanction du 2^{ème} groupe et dix ans pour une sanction du 3^{ème} groupe.
- 3) Pour les cas d'absence :
 - a. L'agent ayant connu une absence pour maladie ordinaire inférieure à 30 jours cumulés sur les 3 dernières années pourra être proposé. Les périodes d'hospitalisations ne sont pas comprises dans ce décompte.
 - b. Pour les situations de congé de longue maladie, congé de longue durée, accident du travail, les affections de longue durée et congés de grave maladie, ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à un an, l'agent qui remplit les conditions statutaires pourra être proposé l'année qui suivra sa reprise d'activité.
 - c. Le report pour absence de l'agent, quelle que soit sa durée, ne s'applique pas aux congés maternité, parental et d'adoption ou accompagnement d'un proche en soin ou fin de vie.

- **Décide** qu'à défaut d'application d'un ratio légal, il sera fait application d'un ratio « au choix » différencié selon les grades :

- 1) Pour la catégorie A : 50 % des agents promouvables pourront être proposés
- 2) Pour la catégorie B : 50 % des agents promouvables pourront être proposés
- 3) Pour la catégorie C : 50 % des agents promouvables pourront être proposés

Ces ratios ne s'appliquent pas aux agents promouvables à la suite d'une réussite au concours ou à l'examen professionnel : ils seront automatiquement proposés et nommés à l'avancement ou à la promotion interne, sous réserve des dispositions de l'article 1.

- **Décide** que nonobstant les conditions mentionnées aux articles 1 et 2, l'ordre de priorité entre les agents promouvables et proposés est défini par les critères suivants :

- 1) Etre sur un poste accessible au grade de nomination (cf. infra)
- 2) Encadrer une équipe ou assurer des fonctions de coordination
- 3) L'année d'inscription sur liste d'aptitude suite à l'obtention du concours ou de l'examen professionnel (le cas échéant)
- 4) La proximité de l'âge légal de départ à la retraite pour l'ensemble des grades d'avancement ou de promotion : deux ans avant au minimum
- 5) L'ancienneté dans la fonction publique, au cumul des durées de service en tant que titulaire et contractuel

- **Décide** que l'avancement de grade ou la promotion interne des promouvables sont conditionnés à l'exercice effectif des fonctions telles que présentées en annexe.

Tout agent inscrit sur liste d'aptitude et souhaitant être nommé, dans un cadre d'emploi ou sur un grade supérieur ne correspondant pas à son emploi, devra postuler sur un emploi en relevant.

- **Décide** que les nominations aux avancements de grade et promotions internes seront subordonnées à l'établissement des tableaux annuels d'avancement de grade et de promotion interne, pris après avis de la commission administrative paritaire.

- **Décide** que les dépenses relatives à la présente délibération sont inscrites au budget général et dans les budgets annexes sous les rubriques correspondantes.

Adopté à l'unanimité



Le président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181112-117-12-11-2018-
DE
Date de télétransmission : 20/11/2018
Date de réception préfecture : 20/11/2018